

Les Règles d'origine Pan-euro-Med : quelle contribution à la restrictivité des échanges commerciaux du Maroc ?

Nada BOUAYYAD

Doctorante en Sciences économiques

Spécialité : Economie internationale et développement économique

Université Hassan II, Casablanca, MAROC

Email : nada.bouayad@gmail.com

Pr. Fouad ZAIM

Enseignant-chercheur

Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales Aïn-Chok

Université Hassan II Casablanca - Maroc

Résumé:

Les règles d'origine sont une forme de barrière non tarifaire pouvant avoir des effets de distorsion des échanges. Si elles sont adaptées à la capacité productive et industrielle d'un pays, elles encouragent le commerce préférentiel. Mais si elles sont trop strictes la capacité d'une entreprise d'exporter dans le cadre des préférences peut être amoindrie. Dans la zone pan euro-méditerranéenne, des règles d'origine plus restrictives s'appliquent à des secteurs sensibles tel que le textile, ce qui explique en grande partie les faibles taux d'utilisation des préférences tarifaires de ce secteur. L'effet restrictif des règles d'origine entraîne ainsi une réduction des avantages liés aux accords de libre échange conclus par le Maroc.

Mots clés : Commerce international, barrières non tarifaires, règles d'origine

Classification JEL: F, F1, F13

Abstract:

Rules of origin are a form of non-tariff barrier that can distort trade. If they are adapted to the productive and industrial capacity of a country, they encourage preferential trade. But if they are too strict, the ability of a company to export under the preferences may be diminished. In the Pan-euro-Med area, more restrictive rules of origin apply to sensitive sectors such as textiles, which largely explains the low rates of utilization of tariff preferences for this sector. The restrictive effect of rules of origin therefore reduces the benefits of free trade agreements concluded by Morocco.

Key words: International trade, non-tariff barriers, rules of origin

Introduction

Depuis 1996, le Maroc s'est engagé dans un long processus de conclusion d'accords de libre échange au niveau bilatéral, multilatéral ou régional donnant droit à des réductions tarifaires ou préconisant des arrangements commerciaux préférentiels le but étant de développer ses relations commerciales internationales et par voie de conséquence, promouvoir ses exportations et améliorer l'attractivité du pays en matière d'investissements.

Le Maroc a signé des accords de libre-échange avec 56 pays. Parmi ces ALE, des accords consacrant et renforçant davantage le partenariat euro-méditerranéen. Il s'agit notamment de l'accord d'association avec l'Union Européenne (en 2000). Un accord avec la Suisse la Norvège et l'Islande dans le cadre de l'Association Européenne de Libre échange (en 2000). Un accord, avec la Turquie (en 2006), avec la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie, d'abord séparément puis ensemble dans le cadre de l'accord d'Agadir (en 2007).

Une composante centrale de la sphère des accords commerciaux préférentiels est les règles d'origine (RDO). Avec la prolifération de ces accords, nous assistons à un chevauchement de règles multiples et complexes. D'autre part, nous assistons à déficit chronique de la balance commerciale Marocaine révélant que le pays ne tire pas pleinement profit des accords qu'il a conclus avec ses partenaires commerciaux. Ceci nous amène à s'interroger sur l'usage néo-protectionniste des règles d'origine, autrement dit : dans quelle mesure ces règles peuvent agir dans le sens opposé des préférences empêchant ainsi la pleine utilisation des accords de libre échange ?

A travers cet article, l'objectif est d'évaluer la contribution des RDO à la restrictivité des échanges commerciaux du Maroc avec ses partenaires euro-méditerranéens, et ce, en mesurant l'indice de restrictivité. En d'autres

termes, dans quelle mesure les RDO pan euro-méditerranéennes sont elles contraignantes au commerce extérieur du Maroc et quels sont les secteurs qui souffrent le plus de l'existence de ces règles ?

Dans un premier lieu, nous allons présenter une esquisse de la revue de littérature au sujet de la restrictivité des RDO. Ensuite nous allons faire état des différentes méthodes de calcul de l'indice de restrictivité pour enfin aboutir à une approche qui nous permettra de calculer cet indice dans le contexte Marocain.

1. Règles d'origine : Analyse théorique et revue de littérature

1.1. Analyse théorique

L'émergence du GATT s'est accompagnée d'une forte réduction des droits de douane et des restrictions quantitatives au commerce. Simultanément, on assiste à une multiplication des formes d'un néoprotectionnisme (protectionnisme déguisé) utilisant largement les barrières non tarifaires pouvant servir à contrebalancer les avantages de la libéralisation tarifaire. Il s'agit principalement des règles d'origine.

L'origine est la nationalité économique d'un produit dans le commerce international. Les RDO sont un ensemble de critères à remplir ou méthodes à utiliser pour déterminer l'origine d'un produit. Elles sont conçues pour faire état des différents procédés de production qu'un produit a subi dans différents pays.

Dans un contexte de chaînes de valeur mondiales, de division internationale de travail, de développement des réseaux de sous-traitance, les

composantes d'un produit peuvent provenir de pays différents, mais l'origine doit être spécifiée par les douaniers pour savoir quel type de traitement appliquer au produit. Ils font donc la distinction entre les biens nationaux et étrangers, afin de ne pas accorder un traitement national aux biens étrangers (les biens nationaux n'auront pas à payer les droits et taxes à l'importation, alors que les biens étrangers devront y être assujettis), et entre certains biens étrangers car certains d'eux recevront un traitement préférentiel (sous l'obligation de respecter les RDO) et d'autres un traitement non préférentiel et seront soumis aux taux de la Nation la Plus Favorisée (NPF). (Reed et Falvey, 1998)

Les RDO sont une forme de barrière non tarifaire restrictive. L'importance de l'expansion de leur utilisation est directement reliée à la flambée des mesures néo-protectionnistes. En effet, les difficultés conjoncturelles et structurelles consécutives aux chocs pétroliers des années 70 et à la montée en puissance des « nouveaux pays industriels » ont incité les gouvernements à rechercher de nouveaux moyens de protéger certains secteurs.¹

Avec la prolifération des accords commerciaux préférentiels nous assistons à un chevauchement de RDO multiples et complexes pouvant imposer aux entreprises une charge supplémentaire, phénomène que l'on peut décrire de «bol de spaghetti», selon l'expression consacrée de *Jagdish Baghwati*.

En effet, les RDO peuvent accroître les coûts de transaction des entreprises, ce qui induit des complications au niveau des processus de production dans un marché mondial où les entreprises cherchent à diversifier

¹ Frédérique Sachwald, 1989 « De la libéralisation au néoprotectionnisme. Le cas de l'industrie automobile. », *Politique étrangère*, n°4 - 54^eannée.

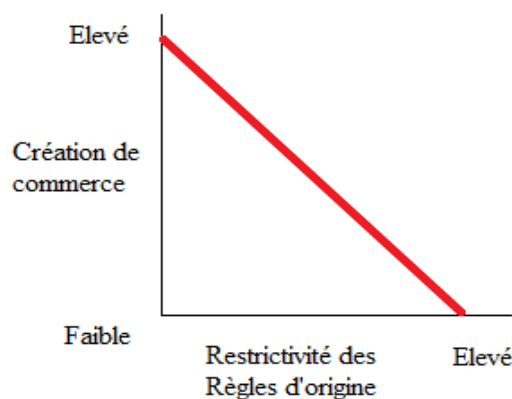
leurs débouchés, et dépendent de plus en plus de produits de multiples sources étrangères.

Les effets des RDO diffèrent selon le degré de restrictivité de celles-ci : Si les RDO sont plus restrictives que nécessaire en vue d'empêcher le détournement des échanges, elles peuvent avoir des effets protectionnistes et être utilisées comme des obstacles au commerce. Faute de pouvoir s'y conformer, les entreprises n'auront pas toujours droit aux avantages découlant des accords. Par contre, des RDO plus souples, étant donné qu'il est plus facile de s'y conformer, peuvent encourager le commerce et mener à une plus grande utilisation des avantages découlant des accords.

Les RDO produisent des effets de création de commerce si les pays membres des ZLE réduisent la production domestique d'un produit particulier et le remplacent par des importations à prix plus bas provenant d'un pays partenaire. Cependant, pour se conformer aux RDO et bénéficier du traitement préférentiel possible dans la ZLE, les entreprises peuvent parfois se trouver forcés de dévier leurs importations, remplaçant ainsi les intrants moins chers des pays non membres par des intrants plus chers des pays membres, restreignant l'approvisionnement dans des pays tiers et assurant une protection aux producteurs locaux au niveau de la ZLE. On parle dans ce cas de détournement des trafics commerciaux qui est susceptible d'entraîner une hausse des prix sur le marché et un amenuisement des gains de bien-être et par voie de conséquences réduit la valeur économique totale des avantages procurés par les ZLE.

Le diagramme suivant illustre la relation qui existe entre l'accroissement du degré de rigueur des RDO et leurs effets sur les courants d'échanges.

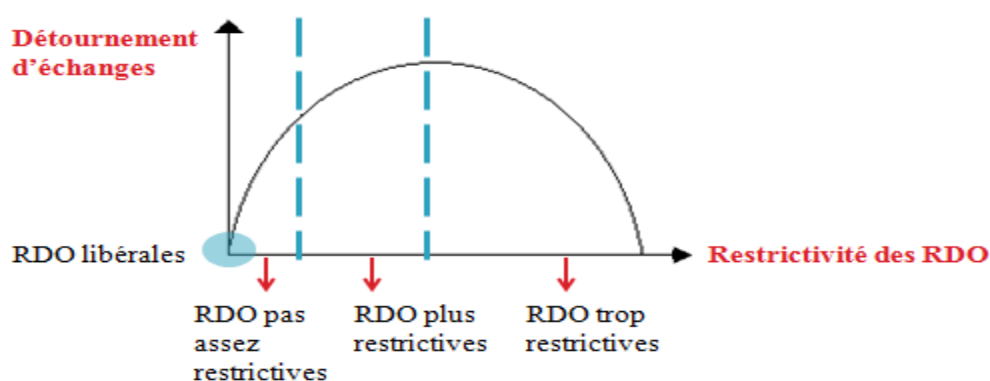
Figure 1 : effet de création des échanges et restrictivité des RDO



Source : OMD

On peut déduire de cette illustration que l'effet de création d'échanges est très élevé lorsque les RDO sont souples car elles ne limitent pas le choix des fournisseurs étant donné qu'il est plus facile de s'y conformer. Et plus les RDO deviennent strictes, plus on a moins d'effet de création d'échanges puisque le coût du respect des RDO sera supérieur aux avantages résultant des préférences et les importations seront progressivement substituées par des produits nationaux.

Figure 2 : effet de détournement des échanges et restrictivité des RDO



Source : élaboration de l'auteur, données OMD

L'illustration 2 montre l'influence des RDO sur les effets de détournement des échanges. La forme de la courbe s'explique par le fait que les RDO libérales n'ont pas ou peu d'effets sur les flux commerciaux, tout comme les RDO qui sont trop restrictives parce qu'à ce moment l'accord de libre échange ne sera plus utilisé et partant, il n'y aura plus d'échanges commerciaux dans le cadre préférentiel.

Des RDO qui ne sont pas assez strictes ont peu d'effets de détournement des échanges dans la mesure leur faible restrictivité n'empêchera pas le transbordement de marchandises via le pays de la zone de libre échange ayant les plus faibles barrières commerciales. Enfin, des RDO suffisamment rigoureuses conduisent au remplacement des importations provenant de l'extérieur de la zone de libre-échange par des produits originaires de la zone de libre-échange en augmentant ainsi le détournement des échanges.

Ainsi, les RDO peuvent être considérer comme des barrières non tarifaires et source majeure d'obstacles au commerce international en particulier pour les pays en voie de développement. Mais aussi, des RDO trop souples, peuvent signifier que des pays tiers n'appartenant pas à la ZLE en question en profiteront aussi.

Les gouvernements disposent de grandes libertés dans la modulation du degré de restrictivité des RDO, ce qui est certes avantageux, mais ouvre aussi la voie à de nombreuses manipulations.²

² DE MELO Jaime, CADOT Olivier, DJIOFACK Calvin, 2008 « Préférences commerciales et RDO : perspectives des Accords de Partenariat Économique pour l'Afrique de l'Ouest et centrale », Revue d'économie du développement, vol. 16, no. 3, p. 5-48.

L'implication économique de la notion de RDO dépend donc dans une large mesure de leur caractère restrictif. Ainsi le niveau de sévérité des RDO détermine leur résultat final sur les marchés intermédiaires et finaux.

1.2. Revue de littérature

Plusieurs études ont de plus en plus fait apparaître les RDO comme les principaux suspects de la sous-utilisation des préférences commerciales faisant accroître les coûts de transactions des entreprises au point que l'utilisation des préférences n'est plus rentable, entraînant ainsi la distorsion des domaines de libre-échange.

Les RDO ont fait l'objet de recherche sous différents aspects. La littérature pertinente relevant de ce sujet est trop vaste et comprend des contributions d'auteurs en économie, en sciences politiques et en droit international. En économie, des études théoriques et empiriques indiquent que les RDO ont un impact sur le commerce et la production.

Nous avons observé plusieurs approches théoriques et empiriques relatives à l'étude des RDO préférentielles. Certaines de ces études ont examiné les effets produits par l'utilisation des RDO préférentielles en tant qu'outil de politique commerciale.

Krueger (1993), Rod Falvey et Geoff Reed (2000), Vermulst et Waer, (1990) examinent le rôle des RDO en tant qu'instrument de politique commerciale affectant les flux d'échanges internationaux.

Maria Donner Abreu (2013) trouve que les RDO sont largement considérées comme "du protectionnisme masqué" ; un instrument de la

politique commerciale qui peut servir à contrebalancer les avantages de la libéralisation tarifaire.

D'autres études théoriques ont montré que le caractère restrictif, la complexité (ou la divergence), les coûts de mise en conformité et l'incertitude découlant de l'existence des RDO sont des facteurs qui influent sur la pleine utilisation des ALE entraînant la sous-utilisation des préférences commerciales et la distorsion des domaines de libre-échange, alors que à l'origine, Les RDO doivent être conçues pour réduire au minimum leur utilisation à des fins protectionnistes, et pour promouvoir la création de trafics commerciaux et l'intégration des marchés.

Estevadeordal A. et Suominen K. (2004), Estevadeordal A., Harris J. et Suominen K. (2007), Cornejo R. et Harris J (2007) observent que le caractère restrictif des RDO et leur complexité sont déterminés par des facteurs propres à chaque accord, y compris la taille de l'économie et le développement. En analysant le caractère restrictif et la divergence des RDO dans le monde, ils proposent des moyens concrets de les réduire et incite à entamer un processus de convergence des régimes.

Cadot et al (2002), Estevadeordal (2003) abordent le problème de la mesure des RDO en estimant indirectement le coût de la conformité aux RDO (Herin,1986), et en utilisant l'indice de restrictivité des RDO (Estevadeordal, 2000), (Estevadeordal et al., 2009).

Cadot et al. (2008) ont analysé la relation qui existe entre préférences, restrictivité des RDO et taux d'utilisation des préférences. A travers cette analyse les RDO de l'Union Européenne, Complexes, restrictives et discriminatoires, se sont révélées peu favorables à l'intégration des producteurs africains dans les circuits commerciaux mondiaux.

D'après KIMURA F., KUNO A., HAYAKAWA K. (2006), «les coûts de conformité des RDO auxquelles sont confrontés les exportateurs dans un pays augmente à mesure que le nombre d'ACR conclus par le pays augmente ». Ceci est le problème de base causé par le phénomène bol spaghetti. Ces auteurs trouvent que si les coûts de mise en conformité augmentent à mesure que le nombre d'ACR augmente, les entreprises sont plus susceptibles de choisir les tarifs NPF (Nation la plus favorisée) plutôt que les tarifs préférentiels des ACR lorsqu'ils exportent leurs produits vers le pays partenaire de l'ACR. Cela entraîne inévitablement une baisse du taux d'utilisation des tarifs préférentiels des ACR.

Cadot et al (2006) estiment que les coûts de conformité pondérés en fonction du commerce s'élèvent à environ 8,0% pour la zone pan-européenne et à 6,8% pour la zone de libre échange nord américaine (ALENA). Pour ces auteurs, comme pour Brenton P. et Manchin M. (2002), et Cadot O., De Melo J., Portugal-Pérez A., (2006), ces règles sont très strictes dans les secteurs clés pour les pays en développement tels que le textile et l'habillement, ce qui a conduit à des faibles taux d'utilisation de préférences au niveau de ces secteurs où les marges préférentielles étaient généralement élevées.

En général, les RDO relatives aux secteurs sensibles sont toujours très rigides parce qu'aucun pays ne peut accepter que des produits qui n'ont subi qu'une transformation légère dans l'autre partie accèdent à son marché en exonération totale. Les RDO dans ce cas sont plus restrictives que nécessaire pour satisfaire le critère de la transformation suffisante.

Brenton et Imagawa, (2005) et Estevadeordal et al., (2007) concluent que les procédures permettant aux exportateurs ou aux producteurs d'obtenir le

certificat d'origine exigent souvent des systèmes coûteux de comptabilité et d'inventaire.

Manchin et Pelkmans-Balaoing, (2007) indiquent qu'il existe un certain nombre de facteurs qui pourraient atténuer ces effets négatifs des régimes restrictifs d'origine. Le poids des coûts de production induits par des RDO restrictives peut être réduit en permettant des règles de cumul moins restrictives (tel que le cumul diagonal ou total), ou en permettant le drawback des droits. En outre, les coûts administratifs peuvent également être réduits par des approches plus favorables telles que l'utilisation de méthodes d'auto-certification. Les études ont apporté des preuves montrant que les coûts administratifs des RDO sont compris entre 1,5 et 6% de la valeur à l'exportation (P. De Lombaerde et L. J. Garay, 2007).

2. L'indice de restrictivité des règles d'origine pan-euro-Med : cas du Maroc

2.1. Méthodologie de calcul de la restrictivité des RDO

Pour mesurer le degré de restrictivité, Estevadeordal a mis en place un **indice de restrictivité (r)** allant de 1 (règles moins restrictives) à 7 (règles plus restrictives).

Pour obtenir l'indice de restrictivité, Estevadeordal a codifié chaque règle ou ensemble de règles selon différents critères et un index est construit en se basant sur les hypothèses suivantes:

- Premièrement, un changement de classement tarifaire (CCT)³ au niveau du chapitre tend à être plus strict qu'au niveau de la position, une variation au niveau de la position tarifaire plus qu'à la sous position tarifaire, etc.
- Deuxièmement, une exigence de contenu en valeur régional⁴ ajoute plus de restriction à une règle donnée, tout comme l'exigence technique. Pour chaque paire (ou parfois trio) de règles alternatives appliquées au même produit, *Estevadeordal* sélectionne celui avec l'indice de restriction plus élevé.

Estevadeordal et Suominen, (2004) ont attribué à chaque numéro tarifaire à huit chiffres du Système harmonisé (SH) une valeur numérique ordonnée selon les règles d'observation suivantes :

- $r = 1$ se produit lorsque la règle nécessite un changement au niveau du numéro tarifaire ou moins
- $r = 2$ se produit lorsque la règle est égale ou inférieur à un changement au niveau de la sous-position tarifaire (CSP).
- $r = 3$ se produit lorsque la règle est égal ou inférieur à un changement au niveau de la sous-position et qu'un autre critère est prescrit (CLM)
- $r = 4$ se produit lorsque la règle est égale ou inférieur à un changement au niveau de la position tarifaire (CP).
- $r = 5$ se produit lorsque la règle est égale à un changement au niveau de la position et qu'un autre critère est prescrit.

³ Lorsque la Fabrication se fait avec des matériaux classés dans une autre position du Système Harmonisé (SH).

⁴ La règle du pourcentage ad valorem : 1) L'opération de transformation doit égaler ou excéder un seuil minimal pour que le produit fini acquière l'origine du pays où a eu lieu la dernière transformation. 2) Le seuil maximal d'intrants non originaires que doit contenir un produit final pour qu'il soit considéré comme étant originaire.

- $r = 6$ se produit lorsque la règle est égale ou inférieure à un changement au niveau du chapitre.
- $r = 7$ se produit lorsque la règle est égale ou inférieure à un changement au niveau du chapitre et qu'un autre critère est prescrit.

Suominen (2004) apporte trois modifications à la règle d'observation dans le cas d'une RDO pour laquelle aucun CCT n'est spécifié afin de permettre le codage de cette RDO.

Premièrement, les RDO basés sur la règle de contenu à l'importation sont assimilées à un changement de position (valeur 4) si l'exigence de contenu autorise jusqu'à 50% des intrants non originaires du prix départ usine du produit. La valeur 5 est attribuée lorsque la part des intrants non originaires autorisés est inférieure à 50%, ainsi que lorsque le critère de contenu d'importation est combiné à une exigence technique.

Deuxièmement, la valeur 1 est attribuée à une RDO comportant une exception, si l'exception concerne une position ou un nombre de positions, et 2 si l'exception concerne un chapitre ou un nombre de chapitres. Troisièmement, les valeurs basées sur le critère entièrement obtenu se voient attribuer la valeur 7.

Un travail similaire a été réalisé pour Pan-euro dans les travaux récents de Tumurchudur, (2007) qui a codé toutes les règles de liste du système Pan-euro sous forme de variable binaires, et a ensuite établi un indice ordinal de restrictivité qui va de un à sept fondé sur les règles d'observation suivantes:

1) Un CCT est plus contraignant à un degré élevé d'agrégation qu'à un degré moins élevé : un changement de sous-position est équivalent à un indice de

2, un changement de position est équivalent à 3 et un changement de chapitre correspond à un indice de 4.

2) Un contenu local minimum est plus contraignant lorsqu'il est élevé : un CLM < 50 % correspond à la valeur 4 et un CLM > 50 % on lui attribue la valeur 5. Inversement, un contenu étranger maximum (CEM) est d'autant plus contraignant qu'il est faible.

3) Les critères techniques (TECH) sont généralement restrictifs, l'indice leur attribue donc la valeur 5.

Quand il s'agit d'une combinaison de critères, on retient, selon la méthode d'*Estevadeordal*, le critère le plus strict.

Harris (2007), présente une modification significative de la méthodologie d'*Estevadeordal*, en appliquant une logique similaire mais en capturant beaucoup plus précisément les détails de la variation entre les produits et entre les accords dans la définition des RDO.

L'indice de restrictivité des RDO a constamment été modifié, plus récemment par Cadot et De Melo dans une analyse faite dans le cadre des négociations des accords de partenariat économique entre les pays d'Afrique des Caraïbes et Pacifique et la communauté européenne (CE)⁵, ensuite dans le Cadre PANEURO⁶.

La valeur ajoutée des modifications apportées par De Melo Et Cadot à l'indice original (au niveau PANEURO), est qu'ils tentent de codifier ce qu'ils définissent comme des «exigences supplémentaires»: des exceptions et des

⁵ Cadot, De Melo Tumurchudur, 2005 "The rules of origin facing ESA Trade: Analysis and proposals for EPA negotiations".

⁶ Céline Carrere, Olivier Cadot, Jaime Melo De, Bolormaa Tumurchudur, 2011 "Product Specific Rules of Origin in EU and US Preferential Trading Arrangements: An Assessment".

allocations aux critères de base du CCT (changement de classification tarifaire) d'une part. D'autre part, le critère d'entière obtention doit s'est vu attribuer une valeur faible de l'indice de restrictivité puisque le critère s'applique surtout aux produits agricoles qui exigent rarement des règles d'origine, contrairement au critère de contenu régional auquel on a attribué une valeur plus élevée. Enfin, les auteurs ont codifié deux autres exigences supplémentaires sous PANEURO en prenons en compte la possibilité de choix de la règles d'origine spécifique à un produit et en attribuant la valeur d'indice de restrictivité la plus basse lorsque les exportateurs ont le choix entre d'autres exigences pour satisfaire à l'origine.

Dans notre travail, nous allons adopter la méthodologie élaborée par Carrere, Cadot, De Melo et Tumurchudur (2005). Ainsi, nous allons procéder comme suit dans le calcul de l'indice de restrictivité, avec Y en tant que variable approximée par la règle d'observation et affectée à la valeur R correspondante dans la colonne de gauche :

Tableau 1 : méthodologie de calcul de l'indice de restrictivité des RDO

r = 1	(R1) si Y = Aucun Critère Y = entière obtention Y = R2 + Allocation
r = 2	(R2) si Y = CSP Y = TECH Y = EXC Y = R1 + R2
r = 3	Y = R2 + R2

	Y = CP + Allocation
r = 4	Y = CP Y = CLM > 40 Y = CLM > 40 + autres critères Y = CP + R2 + allocation
r = 5	Y = CLM < 40 Y = CLM < 40 + autres critères Y = CLM > 40 + R1 (ou R2) Y = CP + R1 (ou R2) Y = CP + R1 (ou R2) + R1 (ou R2) Y = CP + CLM > 40 Y = CP + CLM > 40 + R1 (ou R2) + allocation
r = 6	Y = CC Y = CLM < 40 + R1 (ou R2) Y = CP + CLM < 40 Y = CP + CLM < 40 + R1 + allocation Y = CP + CLM > 40 + R1 (ou R2) Y = CP + CLM > 40 + R1 (ou R2) + R1 (ou R2) Y = CLM > 40 + R1 (ou R2) + R1 (ou R2)
r = 7	Y = CLM < 40 + R1 (ou R2) + R1 (ou R2) Y = CP + CLM < 40 + R1 (ou R2) Y = CP + CLM < 40 + R1 (ou R2) + R1 (ou R2) Y = CC + R1 (ou R2) Y = CC + CLM Y = CC + R1 (ou R2) + R1 (ou R2) Y = CC + CLM + R1 (ou R2) + R1 (ou R2)

Source : Céline Carrere, Olivier Cadot, Jaime Melo De, Bolormaa Tumurchudur (2005).

Si les RDO sont adaptées à la capacité productive et industrielle d'un pays, elles encouragent le commerce préférentiel. Mais si elles sont trop "strictes" (difficile, voire impossible, pour un pays de se conformer à leurs prescriptions), la capacité d'une entreprise d'exporter dans le cadre des

préférences peut être amoindrie. À cet égard, on parle du "**taux d'utilisation**" d'un accord préférentiel qui peut être faible ou élevé.

2.2. Résultats :

Les RDO pan euro-méditerranéennes sont hétérogènes (entre produits) et compliquées. En effet, l'Administration des douanes et impôts indirects (ADII) qui délivre les certificats d'origine soulève des difficultés de gestion et de contrôle de l'origine par les opérateurs économiques en raison de plusieurs facteurs:

- La multiplicité des règles, des régimes préférentiels et des modèles de certificats d'origine pour un même produit;
- Méconnaissance des règles;
- Ignorance des conditions de fabrication par le déclarant, lorsqu'il n'est pas producteur de la marchandise;
- Obligation de la séparation physique des intrants par origine;
- Limitation des choix des sources d'approvisionnement;
- La pluralité des régimes préférentiels pour un même produit en vertu d'accords différents conclus avec un même pays;
- La complexité des règles qui entraînent des divergences d'interprétation.

En effet, il existe plusieurs types de restrictions que les RDO peuvent imposer aux partenaires de l'ALE afin que les produits exportés puissent bénéficier d'un commerce en franchise de droits. Cela inclut, entre autres, la

quantité d'intrants intermédiaires importés de l'étranger pouvant être utilisé dans la production.⁷

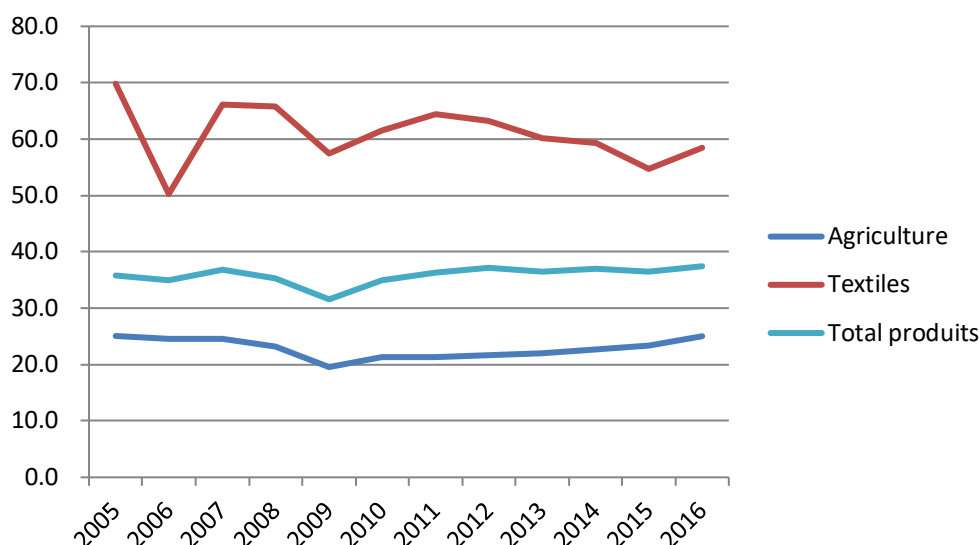
La quantité d'intrants intermédiaires importés de l'étranger pouvant être utilisé dans la production d'un bien destiné à l'exportation est définie comme les importations intermédiaires incorporées dans les exportations, divisé par le total des importations intermédiaires. Cet indicateur permet de mesurer l'importance des importations intermédiaires pour la production de biens et services destinés à l'exportation et leur rôle en tant que source de compétitivité internationale.

Le Maroc participe davantage aux chaînes d'approvisionnement mondiales, comme l'indique sa part des intrants dans la production de biens finaux étrangers. Cette part de 35% en 2005 a augmenté pour atteindre 37,4% en 2016.

Toutefois, il est à noter que la part des importations intermédiaires incorporées dans les exportations diffère d'un secteur à l'autre. Pour le secteur Textile, la part a diminué de 12 points passant de 70% en 2005 à 58% en 2016. La part des importations intermédiaires incorporées dans les exportations pour le secteur Agricole a pour sa part resté inchangé affichant une valeur de 25% en 2005 puis en 2016.

Figure 3: Evolution de la part des importations intermédiaires incorporées dans les exportations (en % du total des importations intermédiaires)

⁷ David Tsirekidze, 2016 "Global Supply Chains, Trade Agreements and Rules of Origin", JOB MARKET PAPER.
<http://stanford.edu/~david19/TsirekidzeJMP.pdf>



Source : Traitement de l'auteur, base de données Échanges en Valeur Ajoutée (ÉVA), OCDE.

Les accords de libre-échange (ALE) imposent généralement des restrictions à l'utilisation d'intrants intermédiaires afin que les produits finaux puissent bénéficier du libre-échange. Les règles d'origine limitent les intrants utilisés pour certains secteurs plus que pour d'autres.

En général, les RDO relatives aux secteurs sensibles sont toujours très rigides parce qu'aucun pays ne peut accepter que des produits qui n'ont subi qu'une transformation légère dans l'autre partie accèdent à son marché en exonération totale. C'est le cas, par exemple, du secteur textile/habillement Marocain qui est confronté à de nombreuses difficultés liées à la montée en puissance de la concurrence Turque et celle des pays asiatiques mieux armés pour la concurrence mondiale, ce qui fait que la place du Maroc dans l'export textile s'est considérablement dégradée depuis le début des années 2000. La présence des RDO contraignantes du système Pan-euro Med, a créé des obstacles important pour le secteur.⁸

⁸ Olivier Cadot ; Christopher Grigoriou ; Bolormaa Tumurchudur , 2008
« Préférences et règles d'origine dans le textilehabillement : La Suisse et la zone

Les RDO pour le cas du Maroc combinent, pour la majorité des cas, des changements de classification tarifaire principalement au niveau de la position avec des exceptions, des règles de contenu régional et des exigences technique. Ainsi, l'indice moyen de restrictivité affiche une valeur de 3,8 (pour une échelle allant de 1 à 7). On constate la dominance du critère CPT dans le cadre de l'accord préférentiel Maroc-UE. Ce résultat est compatible avec les résultats obtenus pour toute la zone PANEURO dans les travaux de (Cadot et de Melo, 2005), et (Estevadeordal, 2007).

Tableau 2: Indice moyen de l'effet restrictif des RDO de l'accord préférentiel Maroc-UE Par secteur

Section SH	Indice moyen de restrictivité
Animaux Vivants	1,1
Produits Du Règne Végétal	1,9
Graisses Et Huiles Animales ou Végétales	3,43
Produits des industries alimentaires	3,6
Produits Minéraux	4,17
Produits Des Industries Chimiques	3,22
Matières Plastiques	4,8
Peaux, Cuirs	4,26
Bois, Charbon De Bois Et Ouvrages En Bois	3,68
Pates De Bois	4,09
Textiles et produits textiles	4

Euro-Med », dans « Sur la voie du bilatéralisme: enjeux et conséquences », Volume 2, Secrétariat d'Etat à l'économie SECO.

Chaussures	3,7
Ouvrages En Pierres	3,9
Perles, bijoux	4,6
Métaux Communs	3,8
Machines Et Appareils	4,2
Matériel de transport	4,4
Instruments Et Appareils D'optique	4,27
Armes, Munitions	4
Marchandises Et Produits Divers	4,2
Objets D'art	4
MOYENNE	3,8

Source : calculs de l'auteur.

Pour calculer l'indice de restrictivité des règles d'origine, nous avons procédé dans un premier lieu, au codage des RDO en chiffres binaires pour déceler l'existence ou non d'une certaine règle. Nous avons ensuite adopté la méthodologie élaborée par Carrere C., Cadot O., De Melo J., Tumurchudur B. (2005) détaillé précédemment. Dans le tableau ci après nous présentons une esquisse de notre base de données des chapitres 50 à 63 (Textiles et produits Textiles), 19 à 24 (Produits des industries alimentaires) et 86 à 89 (Matériel de Transport).

Tableau 3: Extrait de données brutes

Sous-position Tarifaire (SH6)	CCT	CP	CC	CSP	TECH ***	CEM *	Except. Au CP**	Except. Au CC**	Alloc ***
190110	1	1	0	0	0	100%	0	1	1
190211	1	0	0	0	0	0%	0	0	0
190300	1	1	0	0	0	100%	1	0	0
...
210310	0	1	0	0	0	100%	0	0	1

...
500500	1	0	0	0	1	100%	0	0	0
500600	1	1	0	0	1	100%	0	0	0
500710	1	0	0	0	1	47,5%	0	0	0
500720	1	0	0	0	1	47,5%	0	0	0
...
890110	1	1	0	0	0	100%	1	0	0

Source : élaboration de l'auteur.

** CLM (contenu local minimum) sont exprimés en pourcentage de la valeur du produit et en « négatif », c'est-à-dire sous forme d'un CEM (contenu étranger maximum). CEM = 100% quand CEM est absent. CEM= 0% quand il s'agit d'un critère d'entière obtention*

***exception au changement de classification tarifaire.*

**** TECH : critère technique, ALLOC : les allocations.*

Si les RDO sont adaptées à la capacité productive et industrielle d'un pays, elles encouragent le commerce préférentiel. Mais si elles sont trop strictes, elles peuvent remettre en question la capacité d'une entreprise d'exporter dans le cadre préférentiel. À cet égard, on parle du "taux d'utilisation" d'un accord préférentiel qui peut être faible ou élevé.

Plusieurs études scientifiques se fondent le plus souvent sur les taux d'utilisation des ACP ou sur un indice synthétique qui tente d'illustrer le caractère restrictif des différentes RDO. Il en ressort que dans l'ACP du Maroc-UE, des RDO plus restrictives s'appliquent à des secteurs sensibles tels que le textile (les vêtements confectionnés et les articles de bonneterie). Ce qui explique en grande partie les faibles taux d'utilisation des préférences tarifaires qui n'ont pas dépassé, en 2013, 8,7% pour le vêtement, 15,38% pour les articles de bonneterie, tandis que le secteur d'engrais affiche un taux de 89,07%.

Tableau 4: Taux d'utilisation de l'ACP Maroc-UE (%).

produits	Taux d'utilisation de l'ACP* en %		
	2011	2012	2013
Vêtements confectionnés	9,2	8,65	8,7
Articles de bonneterie	18,2	15,51	15,38
Engrais naturels et chimiques	76,7	89,64	89,07

Source : calculs de l'auteur. Base de données de l'office des changes 2014.

L'effet restrictif des RDO entraîne de ce fait une baisse du taux d'utilisation du tarif préférentiel et réduit les avantages liés à l'ALE. Ces règles qui sont rigides pour l'UE par exemple qui est une des grandes puissances économiques et industrielles, deviennent impossibles à remplir pour des pays en voie de développement comme le Maroc, et par conséquent, ces pays ne bénéficieront pas de préférences accordées par l'accord.

C'est également le cas des RDO applicables dans le cadre de l'accord Maroc/USA aux produits textiles et qui prévoient pour les articles d'habillement la triple transformation : filature, tissage et confection qui doivent être effectués au Maroc pour que ces articles soient considérés comme originaires.

Vu la structure du secteur textile marocain et qui est composé presque totalement de confectionneurs et dans laquelle le nombre de sociétés qui font la filature ou le tissage sont peu nombreuses, cette règle ne peut presque jamais être remplie. Dans le cadre des RDO du protocole Pan-euro Med, ces règles sont basées sur la double transformation: tissage et confection.

Conclusion

Le royaume du Maroc a conclu de nombreux accords de libre échange en particulier avec ses partenaires du bassin euro-méditerranéen, l'objectif étant de stimuler la croissance économique, d'élargir l'accès préférentiel aux marchés extérieurs et de favoriser une plus grande intégration économique dans la zone. Dans ce sens, des règles d'origine restrictive constituent un obstacle majeur.

Plusieurs facteurs sont susceptibles d'augmenter la restrictivité des RDO. Il s'agit notamment des transformations nombreuses que la marchandise subi, une liste d'opérations minimales ne conférant pas l'origine, la complexité et la longueur des procédures de certification de l'origine...etc.

Les règles d'origine sont plus restrictives au niveau du secteur manufacturé. Pour revitaliser le secteur manufacturé Marocain et encourager le développement de réseaux de sous-traitance viables, une réforme des RDO s'impose. Celles-ci doivent être assouplies et simplifiées. L'harmonisation et la simplification des RDO, ainsi que l'origine cumulative constituent un atout important dans ce sens.

Références Bibliographiques :

- Carrere C, Cadot O, Melo De J, Tumurchudur B, A. 2011, "Product Specific Rules of Origin in EU and US Preferential Trading Arrangements: An Assessment", halshs-00564704, 2011.
- Cadot O, Grigoriou C, Tumurchudur B, A. 2008, « Préférences et règles d'origine dans le textilehabillement : La Suisse et la zone Euro-Med »,

- dans « Sur la voie du bilatéralisme: enjeux et conséquences », Volume 2, Secrétariat d'Etat à l'économie SECO, 2008, p 205-328.
- Cadot O, Melo De J, Tumurchudur B, A. 2005, “The rules of origin facing ESA Trade: Analysis and proposals for EPA negotiations”.
- DE MELO Jaime, CADOT Olivier, DJIOFACK Calvin, 2008 « Préférences commerciales et RDO : perspectives des Accords de Partenariat Économique pour l'Afrique de l'Ouest et centrale », Revue d'économie du développement, vol. 16, no. 3, p. 5-48.
- David Tsirekidze, 2016 “Global Supply Chains, Trade Agreements and Rules of Origin”, JOB MARKET PAPER.
<http://stanford.edu/~david19/TsirekidzeJMP.pdf>
- Sachwald F, A. 1989, « De la libéralisation au néoprotectionnisme : Le cas de l'industrie automobile. », Politique étrangère, n°4 - 1989 - 54^eannée, pp. 707-721.